ments à ces propositions, ne se croit-il pas provisoire de la Commission LeDain chargée modifications?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. La question que le chef de l'opposition a posée tout à l'heure est répétée en d'autres termes.

LES FINANCES

LA POLITIQUE D'ARGENT CHER ET LE TRANS-FERT DE CAPITAUX PAR LES SOCIÉTÉS MULTINATIONALES

M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le président de la Commission des prix et des revenus énonçait-il la politique du gouvernement hier soir lorsqu'il a admis que la politique d'argent cher du gouvernement ne peut pas avoir d'effet...

M. l'Orateur: A l'ordre. Peut-être le deputé voudra-t-il formuler sa question autrement, car il sait qu'il ne peut pas la poser en ces termes. Il serait préférable qu'il s'enquière directement au lieu de se reporter à une déclaration faite à l'extérieur de la Chambre.

M. Broadbent: Merci, monsieur l'Orateur. Le gouvernement croit-il que sa politique monétaire peut n'avoir pratiquement aucun effet sur les sociétés multinationales qui peuvent transférer des capitaux d'un pays à l'autre?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, notre politique monétaire—appliquée par l'entremise de la Banque du Canada—a plus d'effet sur les résidents canadiens que sur les résidents étrangers qui apportent des fonds étrangers au Canada et qui disposent de capitaux étrangers lorsque nos politiques de restriction monétaire sont en vigueur.

L'hon. M. Hees: Comme question supplémentaire...

M. l'Orateur: A l'ordre. Je me demande si l'honorable représentant me permettrait d'accorder la parole à deux ou trois députés de l'arrière-ban qui n'ont pas eu l'occasion de poser de questions aujourd'hui.

LES STUPÉFIANTS

LE RAPPORT DE LA COMMISSION LEDAIN

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du à la Chambre quand on va déposer le rapport forme d'assistance en 1970? [L'hon, M. Stanfield.]

tenu de dire aux Canadiens quelles seront ces d'enquêter sur l'usage non médical des stupéfiants?

> L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, je prévois qu'on va remettre ce rapport au gouvernement d'ici deux ou trois semaines; le gouvernement décidera alors de ce qu'il en fera.

LES GRAINS

L'ÉCART ENTRE LES PRIX DES PRODUCTEURS CANADIENS ET CEUX DES PRODUCTEURS EUROPÉENS

M. l'Orateur: Le député d'Athabasca a la parole.

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Monsieur l'Orateur, vous m'excuserez si je suis un peu essoufflé, mais je me lève et me rassieds depuis près de 45 minutes.

Des voix: Honte!

M. Yewchuk: Quoi qu'il en soit, je vais essayer de poser ma question au premier ministre. Le syndicat du blé de l'Alberta a publié récemment des rapports indiquant que les producteurs de blé de la Communauté européenne recevaient deux fois plus que les céréaliculteurs canadiens pour le blé, et près de quatre fois plus pour l'orge. Le premier ministre a-t-il l'intention de faire suite à ces rapports en annonçant très bientôt, lui-même ou par l'un de ses ministres, de nouvelles politiques qui aligneraient les prix obtenus par les producteurs canadiens sur ceux des producteurs européens?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur.

M. Yewchuk: Une question supplémentaire. Le premier ministre n'est-il pas disposé à examiner les programmes européens et américains pour se rendre compte quelles mesures utiles pourraient être prises au Canada pour hausser les prix de nos producteurs?

LE BLÉ-LA RÉDUCTION DES EMBLAVURES-LES MESURES D'ASSISTANCE

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, je voudrais également poser une question au premier ministre. Étant donné la déception générale des cultivateurs et des organismes agricoles au sujet des déficiences du programme LIFT, le premier ministre peut-il donner aux cultivateurs de Bien-être. Est-il aujourd'hui en mesure de dire l'Ouest l'assurance qu'il y aura une autre